



Baromètre de la cohésion sociale

Pour l'opinion, la cohésion sociale repose sur les efforts de chacun et l'action des pouvoirs publics

Sandra HOIBIAN

Etude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale

Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

Note de synthèse

Juin 2011

Département « *Conditions de vie et Aspirations des Français* »
Dirigé par Régis Bigot

Abstract

Social cohesion relies on public authorities intervention and everyone's efforts

Within the last twenty years “social cohesion” has become a notion broadly used by the media, in the political world, by associations as well as by other professional or institutional actors. The CREDOC conducted a survey in behalf of the *Direction Générale de la Cohésion Sociale* in order to explore public opinion on this topic. The perception that society has become individualistic and unequal is widely held. Eight out of ten people think that the society is poorly unified. However, the survey reveals some indicators that attenuate this negative view. These indicators show that social relations are not that loose as they may appear and that the feeling of belonging to the national territory is still prevalent. In order to strengthen the cohesion of the country French public opinion is pleading for the model of “mixt solidarity” combining the intervention of public power, which is meant to guarantee a certain level of well-being to everybody (housing, employment, access to a good level of education), and individual efforts intended to improve relations with the others. Mutual respect and tolerance appear as requirements in order to reconcile the individual claim for living one’s life independently by disengaging from rules and norms formerly imposed and the establishment of a united society.

Synthèse

Le respect mutuel, socle du « vivre ensemble »

Qu'entend l'opinion lorsqu'on lui parle de « cohésion sociale » ? Premier constat, l'expression est **très évocatrice** puisque 78% des interviewés en proposent spontanément une définition. Les deux mots riment, d'abord, avec l'idée de **relations harmonieuses entre membres de la société** (46%). 19% se figurent une société où l'on peut « vivre ensemble » en bonne entente, 18% mentionnent la solidarité dont chacun peut faire preuve avec ses pairs, 8% songent au « respect de l'autre ».

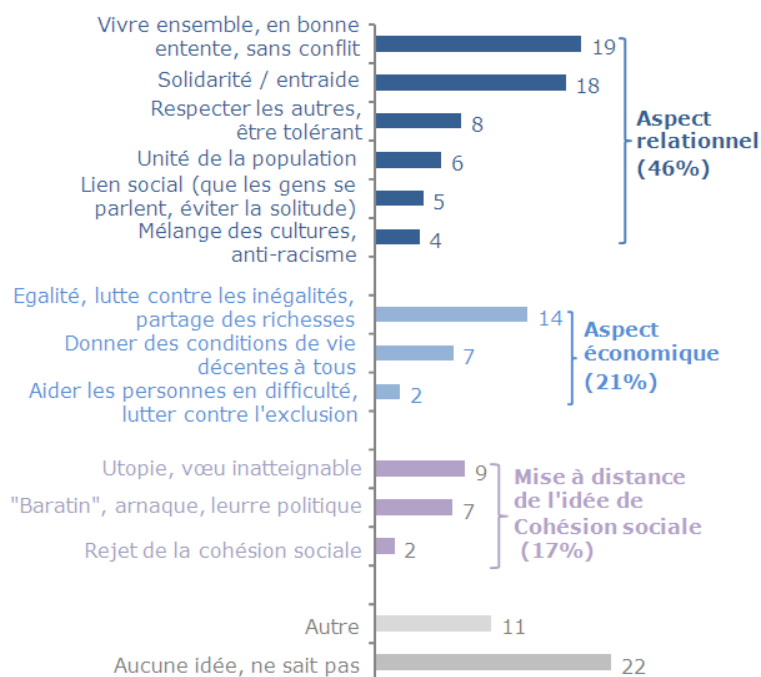
La dimension **économique** de la cohésion sociale est ensuite abordée par 21% des personnes interrogées, que ce soit à travers la thématique de l'égalité entre les citoyens, du partage des richesses (14%) ou de l'équité des conditions de vie (logement, travail, éducation, alimentation, soins, etc) qui rassemble 7% des suffrages.

Mais l'expression suscite également une **mise à distance** dans une part non négligeable du corps social (17% exactement). Certains parlent spontanément d'une utopie, d'un vœu pieu qui ne prendra jamais corps (9%), d'autres expriment des réserves très marquées, considérant qu'il s'agit là d'un

« attrape-nigaud » destiné à manipuler l'opinion (7%) et 2% manifestent leur rejet « du social » en évoquant l'idée d'assistanat. Les réticences sont plus présentes chez les catégories aisées et diplômées.

Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de «cohésion sociale»?

Question ouverte, réponses spontanées recodées à postériori (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Pour 41% de la population, **le respect mutuel** entre citoyens est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale. Il constitue, en quelque sorte, un pré-requis incontournable pour concilier le désir grandissant de chacun de tracer sa propre voie, loin de normes ou de conduites imposées, et l'édification d'une société

unie. Il introduit aussi une notion de réciprocité et la reconnaissance à chacun de sa valeur : autrement dit, j'attends pour moi-même autant de considération que j'en dois à autrui. L'opinion se montre par ailleurs relativement **pragmatique** et considère les conduites et les comportements (être solidaire, 19%, respecter des lois, 16%) plus indispensables à la cohésion sociale qu'un éventuel consensus autour de « valeurs communes » (9%), ou d'un « projet commun » (4%).

Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? (en %)



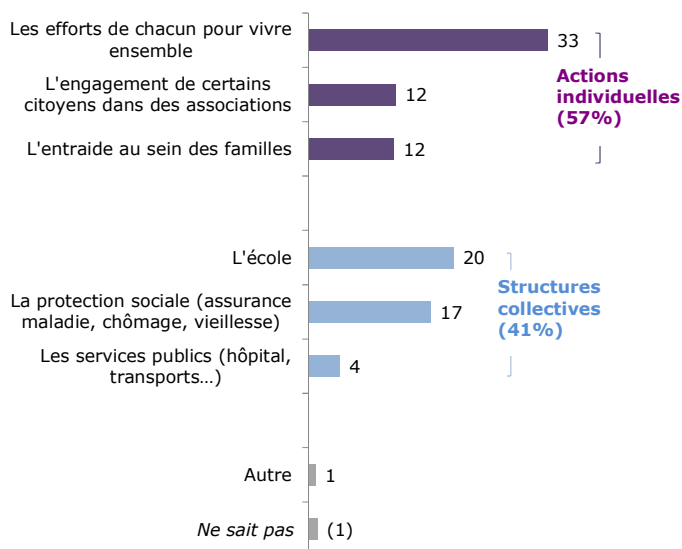
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

L'individu, au cœur de la cohésion sociale

L'individu se révèle la pièce maîtresse de la cohésion sociale dans l'esprit de l'opinion. « Les efforts de chacun pour vivre ensemble » arrivent ainsi en tête des facteurs renforçant la cohésion sociale (33%), signe que nos concitoyens, loin

d'être désengagés, se sentent pleinement responsables. Au-delà de la place accordée aux initiatives personnelles, nos concitoyens se montrent attachés à un **modèle alliant solidarité privée et solidarité publique**. L'école (20%) et la protection sociale (17%) occupent, en effet, à leurs yeux un rôle important pour renforcer la cohésion sociale.

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Mais, comme une pièce de monnaie à double face, l'individu peut être le principal moteur de la cohésion sociale ou son pire ennemi. **L'individualisme** est en effet cité comme le premier facteur fragilisant (31%), devant les discriminations (15%), le chômage (13%) et la pauvreté (12%). Et, au total, l'image d'une société égoïste et repliée sur elle-même semble l'emporter puisque 83% de la population déplorent la **faiblesse de la cohésion sociale**.

Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Un lien social en demi-teinte

L'individualisme est-il aussi prégnant que les enquêtés le suggèrent ? Les différents indicateurs que nous avons intégrés dans l'enquête révèlent une réalité plus nuancée.

Près d'une personne sur deux adhère à l'idée qu'en règle générale, il est possible de **faire confiance aux autres** (47%), alors qu'une majorité considère à l'inverse que l'on n'est jamais assez méfiant (52%). Cette question est assez clivante, les catégories aisées et diplômées penchant plutôt du côté de la confiance tandis que les groupes modestes et fragilisés (chômeurs, personnes handicapées) sont plutôt défiantes.

Le sentiment de solitude n'affecte pas, lui non plus, toutes les franges du corps social de la même façon. Les personnes vivant seules, les familles monoparentales, les bas revenus et les personnes âgées sont plus durement touchées. Au total, 12% de la population déclarent **se sentir seuls** « souvent » et 35% éprouvent « parfois » ce sentiment. Pour autant, plusieurs éléments indiquent que **la sociabilité des Français se porte plutôt bien**. La participation associative

est très stable au cours des trente dernières années : elle concerne près d'une personne sur deux (45% exactement). Les liens avec la famille restent vivaces : 86% rencontrent régulièrement des membres de leur famille, la proportion est à peine moins élevée qu'au début des années 80 (-8 points). L'habitude de recevoir des amis a, quant à elle, plutôt tendance à progresser : 78% invitent des amis chez eux au moins une fois par mois en 2011, contre 65% en 1991. De plus, **Internet et les technologies de l'information** contribuent, d'une certaine manière, à enrichir cette sociabilité. 34% de la population déclarent ainsi avoir noué des liens avec de nouvelles personnes, au-delà de leur cercle habituel de connaissances grâce à Internet. Les publics traditionnellement familiers des nouvelles technologies (cadres, diplômés du supérieur, urbains) et en particulier les jeunes (69%) mais aussi les employés et des ouvriers (42%) se sont saisis de ces outils pour élargir leur cercle relationnel.

Entretenir des liens avec les autres, « vivre ensemble », c'est aussi pouvoir croiser quotidiennement des personnes issues d'horizons différents. La représentation d'une société hiérarchisée jusque dans son inscription géographique, avec des espaces de vie cloisonnés en raison de l'origine sociale ou ethnique des habitants revient fréquemment dans le débat public. Or, 76% réfutent l'idée que « dans leur quartier, les habitants se

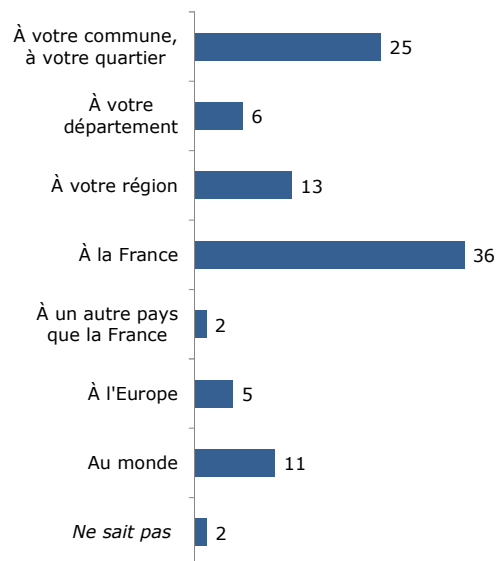
ressemblent trop et qu'il faudrait davantage de diversité ». Doit-on comprendre que la **mixité sociale** est jugée satisfaisante ? Ou faut-il y lire au contraire le désir de rester « entre-soi » et une faible appétence pour le mélange et la diversité ? En tout état de cause, on pourra remarquer que les catégories modestes se montrent plus critiques à ce sujet (30% regrettent le manque de diversité sociale dans leur quartier). Des travaux menés par ailleurs au Crédoc sur le logement et le cadre de vie invitent également à relativiser ce *satisfecit*. La complexité du choix du quartier d'habitation - qui doit prendre en compte à la fois les prix de l'immobilier, la proximité géographique avec le lieu de travail, l'école des enfants, la présence d'un réseau amical et familial, les préférences de cadre de vie, etc. - conduit à tempérer les critiques que l'on peut faire de son logement ou de son quartier, car il est bien souvent difficile de le quitter simplement, sans remettre en cause tous les arbitrages qui ont conduit à s'y installer.

Nous avons également abordé la question des liens entre les générations, et des places respectives accordées aux personnes âgées et aux jeunes dans notre société. 76% des Français assurent qu'aucune classe d'âge n'est favorisée aux dépens d'une autre. **Très peu identifiant des conflits générationnels** : seuls 13% décrivent une société où les jeunes sont lésés au profit de leurs aînés, et à peine

10% ont au contraire dans l'idée que les jeunes sont privilégiés au détriment des plus âgés.

Enfin, la force du lien entre les membres de la société se mesure aussi à travers le **sentiment d'appartenance à l'Hexagone**, qui s'articule autour de deux axes principaux : la France (36%) et la commune ou le quartier d'habitation (25%). Très peu (16%) se rattachent à un espace plus étendu (Europe 5%, Monde 11%) ou à un autre pays que la France (2%).

Auquel de ces lieux, avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Ce sentiment d'appartenance ne s'est d'ailleurs pas délité avec le temps. En dix ans, on observe même un recentrage sur l'échelon national, fruit de deux évolutions concomitantes : les seniors et habitants de communes de taille moyenne s'identifient moins à un échelon local,

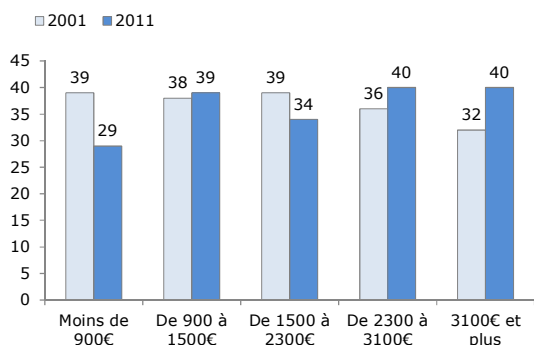
tandis que les classes moyennes (professions intermédiaires, diplômés du bac) s'inscrivent moins dans un espace international.

Au total, le lien social, dépeint si sévèrement par la population lorsqu'elle regrette l'absence de cohésion sociale, ne semble donc pas si fragile.

Un sentiment d'injustice sociale très ancré, qui nourrit l'idée d'une société fragmentée

En revanche, le sentiment d'inéquité est profondément installé dans l'opinion. **Seuls 38% de nos concitoyens pensent que la société française offre à chacun la place qu'il mérite vraiment.** Et si les perceptions se sont améliorées en haut de l'échelle des revenus en l'espace de dix ans, le sentiment de déclassement semble à l'inverse se diffuser dans les catégories modestes et les classes moyennes.

Adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société, selon le niveau de revenus (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Depuis vingt ans, domine aussi l'idée que **les inégalités de revenu vont en se creusant** : 86% considèrent que « les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés sont de plus en plus défavorisés ». L'impression d'injustice sociale trouve un écho dans de nombreux domaines : par exemple, 75% sont convaincus qu'il existe en France une médecine à deux vitesses, où l'on est mieux soigné lorsqu'on dispose d'argent ou de relations (une perception en constante progression depuis trente ans : +16 points depuis 1979).

Sans doute l'image d'une société fragmentée se nourrit-elle davantage de ces inquiétudes que d'une crainte relative à la montée de l'individualisme.

Une attente d'action de la part des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics sont, dès lors, jugés les plus légitimes à intervenir pour redresser la situation. Lorsqu'on demande à la population de désigner les acteurs les mieux placés pour améliorer la cohésion sociale, l'**Etat** arrive en tête des réponses (35%), les mairies rassemblent 12% des suffrages, les services sociaux et services publics spécialisés 9%, les départements ou régions 9%. Au total, 65% de la population attendent une action des pouvoirs publics, contre 19% qui s'en remettent aux habitants eux-mêmes, ou 6% aux solidarités familiales.

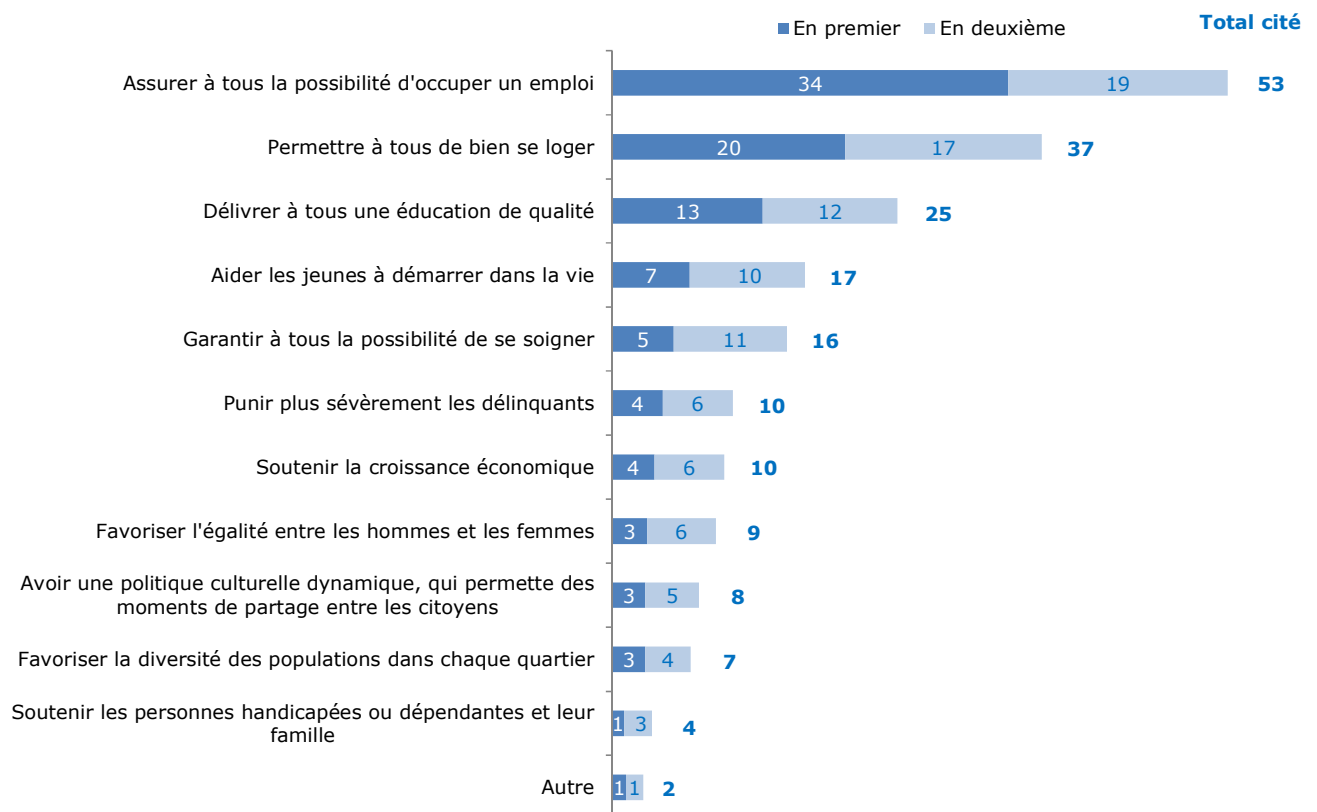
Les Français demandent principalement à la puissance publique la garantie d'accès pour tous à **l'emploi (53%)** et au **logement (37%)**, des domaines dans lesquels nos concitoyens rencontrent aujourd'hui des difficultés sévères. **L'éducation** est, elle aussi, perçue comme un levier important de la cohésion sociale (25%).

En définitive, la population semble attendre de l'Etat qu'il intervienne en **amont des ruptures**. En garantissant à tous un accès équitable aux biens fondamentaux (emploi, logement, éducation), les pouvoirs publics peuvent limiter les lignes de fracture au sein du corps social. En assurant à tous des

conditions de vie décentes, la puissance publique **donne aussi à chaque individu la capacité d'assumer** pleinement la responsabilité de ses choix, et favorise l'émergence de relations apaisées entre membres de la société.

L'intervention de l'Etat s'impose d'autant plus que, aux yeux des enquêtés, l'économique et le social sont intimement liés : 90% de la population pensent ainsi que la cohésion sociale contribue à améliorer la **compétitivité économique du pays**, 46% estimant même qu'elle y contribue « beaucoup ».

Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011